— la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Dans la perspective du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005, les comptes semestriels consolidés ont été préparés pour la première fois en appliquant, d'une part, les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne tels que décrits dans les notes annexes et, d'autre part, les règles de présentation et d'information applicables aux comptes intermédiaires, telles que définis en France dans le règlement général de l'Autorité des marchés financiers. Ils comprennent à titre comparatif des données relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2004 et au premier semestre 2004 retraitées selon les mêmes règles, à l'exception des normes IAS 32 et IAS 39 qui, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1, sont appliquées depuis le 1er janvier 2005.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

La norme IAS 32 impose aux sociétés d'inscrire à leur bilan une dette pour la valeur des engagements donnés à des tiers au titre du rachat de leurs participations minoritaires.

Au 30 juin 2005 et comme exposé dans la note A – Référentiel comptable de l'annexe aux comptes semestriels consolidés les prix de rachat estimés au titre des options de vente accordés aux tiers minoritaires des filiales de Lagardere Active Broadcast consolidées par intégration globale s'élèvent à un montant de l'ordre de 40 millions d'euros, présentés au sein des engagements hors bilan.

Faute de connaître précisément les schémas comptables relatifs au mode de comptabilisation de telles dettes en l'absence de position des organes officiels dépendants de l'IASB, la société Lagardere active Broadcast a décidé de ne pas inscrire au bilan consolidé la dette correspondante à ces engagements de rachat.

Cette pratique n'est pas conforme aux normes IFRS.

Sur la base de notre examen limité et sous cette réserve, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés au regard, d'une part, des principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne tels que décrits dans les notes annexes et, d'autre part, des règles de présentation et d'information applicables aux comptes intermédiaires, telles que définis en France dans le règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

— la note A.– Référentiel comptable de l'annexe aux comptes semestriels consolidés qui expose les options retenues pour la présentation des comptes semestriels consolidés, qui n'incluent pas toutes les informations d'une annexe aux comptes annuels exigées par le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et permettant de donner, au regard de ce référentiel, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation ;

— la note A. – Référentiel comptable de l'annexe aux comptes semestriels consolidés de l'annexe qui expose l'option offerte par la norme IFRS 1 et retenue par la société de ne pas retraiter les informations comparatives relatives aux instruments financiers conformément aux normes IAS 32 et IAS 39, qui sont appliquées depuis le 1er janvier 2005.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Monaco et Paris le 23 septembre 2005.

CLAUDE PALMERO ;	JEAN-PAUL SAMBA ;	Mazars & Guérard :
Commissaires aux comptes ;	*Commissaires aux comptes ;*	JACQUES KAMIENNY, Réviseur.

98417

MACC

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 3 717 032 €.

Siège social : 9, rue des frères Lumière, 86100 Châtellerault.

825 620 198 R.C.S. Châtellerault.

Chiffre d'affaires consolidé comparé (hors taxes).

(En milliers d'euros.)

	2005	2004	Evolution
Premier trimestre	11 954	11 580	+3,23 %
Deuxième trimestre	13 006	12 250	+6,17 %
Troisième trimestre	9 089	9 340	– 2,76 %
Total	34 049	33 170	+2,65 %

Acompte sur dividende.

Compte tenu de l'activité et des comptes semestriels, le directoire a décidé de verser un acompte sur dividende pour l'exercice 2005, soit 1,9 € payable à partir du 16 janvier 2006. Il est rappelé qu'au titre des trois exercices précédents, les dividendes distribués ont été les suivants :

Exercice	Nombre de titres	Dividende	Avoir fiscal (*)
2002 (janvier)	665 288	2 ,70 €	1,35 €
(juillet)	464 629		
2003	464 629	3,60 €	1,80 €

(*) Sur la base d'un avoir fiscal à 50 %.

Exercice	Nombre de titres	Dividende	Dividende éligible à l'abattement de 50 %
2004	464 629	3,80 €	3,80 €

L'acompte à répartir sur la base des comptes semestriels 2005 se trouve ainsi fixé à 1,9 € par action. Le dividende sera éligible à l'abattement fiscal de 50 % bénéficiant aux seules personnes physiques imposables à l'impôt sur le revenu en France conformément à l'article 158/3 du Code général des impôts. Il sera payé aux guichets du CIO, CIC de Paris, des banques du groupe CIC, LCL (le Crédit lyonnais) et de la Banque populaire Val de France, soit sur justification de l'identité du bénéficiaire, soit sur présentation du certificat d'inscription des titres en comptes.

98795

MACC

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 3 717 032 €.

Siège social : 9, rue des Frères Lumière, 86100 Châtellerault.

825 620 198 R.C.S. Poitiers. — APE : 518 C.

A. — **Comptes semestriels du 1er janvier 2005 au 30 juin 2005.**

I. — Bilan consolidé au 30 juin 2005.

(En milliers d'euros.)

Actif	30/06/05	31/12/04
Actifs non courants :		
Ecart d'acquisition		
Autres immobilisations incorporelles	14	50
Immobilisations corporelles	1 679	1 699
Autres actifs non-courants	15	15
Actifs d'impôts non courants	336	327
Total actif non courants	2 044	2 091
Actifs courants :		
Stock et en-cours	1 218	1 150
Clients et comptes rattachés	8 792	8 422
Autres actifs courants	825	751
Actifs financiers à la juste valeur, contrepartie résultat	1 322	1 422
Trésorerie et équivalent de trésorerie	3 898	3 628
Total actifs courants	16 055	15 373
Total actif	18 099	17 464

Passif	30/06/05	31/12/04
Capitaux propres :		
Capital émis	3 717	3 717
Autres réserves	1 465	– 1 065
Titres en autocontrôle	– 21	– 21
Résultat de l'exercice	2 129	3 447
Intérêts minoritaires	24	26
Total capitaux propres	7 314	6 104
Passifs non courants :		
Emprunts et dettes financières à long terme	350	353
Passif d'impôts non courants	53	50
Provisions	316	220
Total passif non courants	719	623

Passif	30/06/05	31/12/04
Passifs courants :		
Fournisseurs et comptes rattachés	5 712	5 654
Emprunts à court terme	294	307
Autres passifs courants	4 060	4 776
Total passifs courants	10 066	10 737
Total capitaux propres et passifs	18 099	17 464

II. — **Bilan consolidé au 31 décembre 2004 (Ancien référentiel comptable).**

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/04		
	Brut	Amortissements et provisions	Net
Actif immobilisé :			
Immobilisations incorporelles :			
Frais d'établissement	4	1	3
Frais de recherche et de développement			
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	854	783	71
Fonds commercial			
Avances et acomptes			
Ecarts d'acquisition	699	699	0
Autres immobilisations incorporelles	19	19	0
Immobilisations corporelles :			
Terrains	109	1	108
Constructions	2 239	2 035	204
Installations techniques, matériel et outillages industriels	1 413	989	424
Immobilisations corporelles autres	1 689	1 393	296
Avances et acomptes			
Immobilisations corporelles en cours	19		19
Immobilisations financières :			
Titres mis en équivalence			
Autres participations			
Créances rattachées à des participations			
Autres titres immobilisés	2		2
Prêts	1		1
Autres immobilisations financières	13		13
	7 061	5 920	1 141
Actif circulant :			
Stocks et en-cours :			
Matières premières et autres approvisionnements	3		3
En-cours de production (biens et services)			
Produits intermédiaires et finis			
Marchandises	1 287	139	1 148
Avances et acomptes versés sur commandes	81		81
Créances (3)			
Créances clients et comptes rattachés	8 880	445	8 435
Autres créances	672		672
Valeurs mobilières de placement	1 422		1 422
Disponibilités	3 628		3 628
Compte de régularisation :			
Charges constatées d'avance	387		387
	16 360	584	15 776
Charges à répartir sur plusieurs exercices			
Primes de remboursement des obligations			
Ecart de conversion actif			
Total général	23 421	6 504	16 917

Passif	31/12/04
Capitaux propres :	
Capital (dont versé 3 717)	3 717
Primes d'émission, de fusion, d'apport	
Ecarts de réévaluation	
Réserves	
Réserve légale	372
Réserves statutaires ou contractuelles	
Réserves réglementées	661
Autres réserves consolidées (part du groupe)	– 6 500
Report à nouveau	4 559
Résultat consolidé (bénéfice ou perte (–) part du groupe)	3 333
Subventions d'investissements	
Ecart de conversion groupe	5
Titres de l'entreprise consolidante	– 21
	6 126
Intérêts minoritaires :	
Dans les réserves	30
Dans le résultat	– 4
	26
Autres fonds propres	
Provisions pour risques et charges :	
Provisions pour impôts différés	49
Provisions pour risques	188
Provisions pour charges	8
	245
Dettes :	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	14
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 701
Dettes fiscales et sociales	4 543
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	35
Autres dettes	227
Compte de régularisation :	
Produits constatés d'avance	
	10 520
Écarts de conversion passif	
Total général	16 917

III. — **Comptes de résultats consolidés au 30 juin 2005.**

Rubriques	30/06/05	30/06/04	31/12/04
Chiffre d'affaires	24 964	23 849	45 941
Coût des ventes	8 348	8 184	15 209
Marge brute	16 616	15 665	30 732
Autres produits de l'activité	13	27	54
Frais de recherche et de développement			
Frais commerciaux			
Frais généraux	– 13 151	– 12 869	– 24 988
Autres produits et charges d'exploitation	– 139	– 85	– 468
Résultat opérationnel courant	3 339	2 738	5 330
Autres produits et charges opérationnels	15	58	28
Résultat opérationnel	3 354	2 796	5 358
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	16	9	25
Coût de l'endettement financier brut	30	22	52
Coût de l'endettement financier net	– 14	– 13	– 27
Autres produits et charges financiers	– 1	28	17
Charge d'impôt	– 1 211	– 1 042	– 1 905
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence			
Résultat net avant résultat des activités arrêtées	2 127	1 769	3 443
Résultat net d'impôt provenant des activités arrêtées			
Résultat net de la période	2 127	1 769	3 443

Rubriques	30/06/05	30/06/04	31/12/04
Part du groupe	2 129	1 770	3 447
Intérêts minoritaires	– 2	– 1	– 4
Résultat net de base par action	4,58315	3,81066	7,41811
Résultat net dilué par action	4,58315	3,81066	7,41811

IV. — Comptes de résultats consolidés au 31 décembre 2004.

(En milliers d'euros.)

Ancien référentiel comptable.

	31/12/04
Chiffre d'affaires	45 941
Autres produits d'exploitation	642
Achats consommés	– 16 013
Charges de personnel (1)	– 15 317
Autres charges d'exploitation	– 8 462
Impôts et taxes	– 480
Dotation aux amortissements et aux provisions	– 1 173
Résultat d'exploitation	5 138
Charges et produits financiers	0
Résultat courant des entreprises intégrées	5 138
Charges et produits exceptionnels	28
Impôt sur les résultats	– 1 833
Résultat net des entreprises intégrées	3 333
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	– 4
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 329
Intérêts minoritaires	– 4
Résultat net (Part du groupe)	3 333
Résultat par action (en euros)	7,18
Résultat dilué par action (eu euros)	7,18

(1) Y compris participation des salariés.

V. — Tableau de flux de trésorerie consolidé.

Rubriques	30/06/05	31/12/04
Résultat net des sociétés intégrées	2 142	3 329
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Amortissements et provisions	430	– 7 956
Variation des impôts différés	4	– 57
Plus-values de cession, nettes d'impôt	– 6	8 499
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	2 570	3 815
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	– 1 299	757
Flux net de trésorerie généré par l'activité	1 271	4 572
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations	– 198	– 817
Acquisition de titres de l'entreprise consolidante		
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	15	269
Réduction d'immobilisations financières		21
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	– 183	– 527
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement :		
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère	– 925	– 1 891
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Réduction de capital		
Emissions d'emprunts		
Remboursements d'emprunts		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	– 925	– 1 891
Incidence des variations de cours des devises	8	– 17
Variations de trésorerie	171	2 137

Rubriques	30/06/05	31/12/04
Trésorerie d'ouverture	5 049	2 912
Trésorerie de clôture	5 220	5 049

VI. — Annexe aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2005.

1. – Passage aux IFRS.

En application du règlement nº 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les états financiers consolidés du groupe Macc de l'exercice 2005 seront préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'approuvé par l'Union européenne à la date de préparation de ces états financiers.

Les informations financières comparatives 2004 ont été établies selon le référentiel IFRS en vigueur à la date de préparation des comptes semestriels 2005 et en conformité avec la norme IFRS 1 relative à la première adoption des normes IFRS. Certaines de ces normes sont susceptibles d'évolution ou d'interprétation dont l'application pourrait être rétrospective emportant modification des comptes consolidés 2004 retraités en IFRS et des comptes consolidés semestriels au 30 juin 2005.

Les comptes intermédiaires arrêtés au 30 juin 2005 sont préparés sur la base des règles de reconnaissance et d'évaluation des transactions découlant du référentiel IAS/IFRS tel que connu à cette date, et tel qu'il devrait être applicable à la clôture 2005. La présentation des états financiers est conforme aux règles de présentation des normes IAS/IFRS.

2. – Principes comptables et méthodes d'évaluation.

Les comptes consolidés ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs comme le stipulent les normes IFRS.

Pour établir ses états financiers, le groupe a été amené à faire des estimations et retenir des hypothèses qui ont une incidence sur la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de charges et de produits. Macc revoit régulièrement ces estimations et hypothèses ainsi que d'autres facteurs considérés comme pertinents au vu des circonstances économiques. Dans le cas, où ces hypothèses ou ces circonstances seraient amenées à changer, l'information contenue dans les futurs états financiers de Macc pourrait être différente de celle actuellement publiée.

2.1. – Méthode de consolidation. — Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes sociaux des sociétés du groupe Macc à la date de clôture. Elles clôturent toutes à la même date.

Toutes les sociétés d'importance significative dont Macc assure le contrôle exclusif, directement ou indirectement sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Toutes les filiales de Macc sont consolidées selon cette méthode.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées en consolidation.

2.2. – Liste des sociétés consolidées :

		% Contrôle groupe	% Intérêt groupe	Méthode de consolidation
S.A. Macc	9, rue des frères Lumière, 86100 Châtellerault			Société-mère
Sarl Macc Italia	Via Trebazio, 6, 20154 Milano (Italie)	90,00	90,00	Intégration globale
Macc Gmbh	Lebacher Strasse, 4, 66113 Saarbrücken (Allemagne)	97,00	97,00	Intégration globale
Macc Espagne	Crta Barcelona, 116, Sabadell, Barcelona (Espagne)	100,00	100,00	Intégration globale
Macc UK Ltd	Rose Farm Business park Counthesthorpe, LE8 5QW Leicestershire (Angleterre)	100,00	100,00	Intégration globale
Macc Bénélux	Grootveldstraat, 85 A, Bus2, 1910 Kampenhout (Belgique)	99,99	99,99	Intégration globale

2.3. – Evolution du périmètre de consolidation. — Les sociétés figurant dans le périmètre de consolidation sont les mêmes qu'en 2004.

2.4. – Méthode de conversion :

2.4.1. – Comptabilisation des opérations en devises dans les comptes des sociétés consolidés : En application de la norme IAS 21, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction.

Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au bilan pour leur contrevaleur au cours de clôture à la date de l'arrêté comptable. Les écarts résultant de cette valorisation sont enregistrés au compte de résultat en « Autres produits et charges financières », en tenant compte des couvertures de change à terme ou des contrats d'option de change à terme.

2.4.2. – Conversion des comptes de filiales étrangères hors zone euro : Pour la filiale étrangère située hors de la zone euro, les postes du compte de résultat sont convertis en euros, au taux moyen de l'exercice (moyenne des cours de fin de mois) et les postes du bilan sont convertis au cours de clôture. Le résultat du bilan est celui qui est déterminé au compte de résultat.

L'écart ainsi généré entre l'actif et le passif est enregistré dans un compte « Ecart de conversion » faisant partie de la situation nette du groupe.

Les comptes de la filiale Macc U.K. sont convertis comme suit :

	Bilan	Compte de résultat
	Cours de clôture au 30/06/05	Cours moyen annuel de fin de mois
Filiale zone-out		
Macc UK	0,67420 €	0,68305 €

2.5. – Comptes et opérations réciproques. — Ils sont ajustés et reclassés pour égaliser leurs soldes, puis éliminés.

Les profits sur stocks correspondant aux ventes entre les sociétés du groupe sont neutralisés.

2.6. – Information sectorielle. — Toute l'activité du groupe s'effectue dans une branche d'activité unique. En conséquence le groupe ne présente qu'une information sectorielle par zone géographique de premier niveau et aucune information sectorielle de second niveau.

Les zones géographiques ont été identifiées en fonction du chiffre d'affaires réalisé :

— La France ;

— Le reste de l'Europe.

2.7. – Immobilisations incorporelles :

2.7.1. – Frais d'établissement : Conformément à la norme IAS 38, les frais d'établissement ont été annulés et les amortissements correspondants repris.

2.7.2. – Frais de recherche et de développement : Conformément à la norme IAS 38, les frais de recherche sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus.

Les dépenses de développement sont enregistrées en immobilisations incorporelles si elles répondent aux critères suivants :

— Intention et capacité financière de mener le projet de développement à son terme ;

— Probabilité que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront au groupe ;

— Coût de cet actif évaluable avec fiabilité.

Macc n'ayant pas évalué de manière fiable ses dépenses de développement, ces dernières ont été constatées en charges lorsqu'elles étaient encourues.

2.8. – Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition ou de production. Conformément à la norme IAS 17, tous les contrats de location ayant pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif ont été retraités. Les immobilisations financées au moyen de ces contrats sont présentées à l'actif, les dettes correspondantes étant inscrites au passif.

La politique d'amortissement de ces immobilisations reste cohérente avec celle applicable aux actifs amortissables détenus par l'entreprise.

2.9. – Résultat par action. — Le résultat par action est calculé par référence à l'avis nº 27 de l'OEC.

La norme IAS 33 impose l'exclusion des actions ordinaires potentielles anti-dilutives dans le calcul du résultat dilué par action.

La Macc ne disposant pas d'instruments dilutifs en actions ordinaires, le résultat net dilué reste le même que celui précédemment calculé et reste ainsi en conformité avec la norme IAS 33.

2.10. – Engagements de départ à la retraite. — L'évaluation des engagements d'indemnités de départ en retraite est conforme à la norme IAS 19.

Les modalités de cet engagement sont calculées en actualisant les indemnités qui seront versées au salarié au moment probable de leur départ en retraite en tenant compte de :

— La convention collective appliquée par la société ;

— La table Insee 1999/2001, table homme et table femme ;

— Le taux moyen de rotation du personnel sur les cinq derniers exercices ;

— Age de départ à la retraite retenu : 65 ans ;

— Augmentation des salaires de 2,5 % pour le personnel administratif.

— Taux d'actualisation : 4 %.

Les droits acquis sont estimés salarié par salarié.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont étalés sur la durée de vie active résiduelle attendue du personnel, pour la partie excédant de plus de 10 % l'obligation à la date de clôture.

3. – Notes sur les comptes du bilan.

3.1. – Immobilisations :

3.1.1. – Immobilisations : Les immobilisations sont inscrites au bilan à leur coût historique d'acquisition.

Les immobilisations font l'objet d'un amortissement économique sur les durées de vie suivantes :

— Immobilisations incorporelles :

Logiciels informatiques	linéaire	1 an

— Immobilisations incorporelles :

Constructions	linéaire	20 ans
Agencements des constructions	linéaire	8 à 10 ans
Matériel et outillage	dégressif	4 à 8 ans
Matériel de transport	linéaire	4 et 5 ans
Matériel de bureau	linéaire	5 à 10 ans
	dégressif	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	linéaire	10 ans

3.1.2. – Ecart d'acquisition : L'excédent du coût d'acquisition des titres des sociétés consolidées sur la valeur mathématique de ces titres à la date d'acquisition, a été inscrit comme « Ecart d'acquisition » à l'actif du bilan.

Cet écart d'acquisition provenait principalement de Macc Espagne et est totalement amorti à la date de clôture.

Les écarts d'acquisition ne sont donc plus amortis.

3.2. – Etat des immobilisations :

	31/12/04	Augmentations	Virement poste à poste	Diminutions	30/06/05
Ecart d'acquisition	699				699
Immobilisations incorporelles :					
Frais d'établissements et recherche					
Concessions brevets licences	854	10			864
Autres immobilisations incorporelles	19				19
Sous-total	873	10			883
Immobilisations corporelles :					
Terrains	109				109
Constructions	2 239	5		2	2 242
Matériel et outillage	1 413	6		18	1 401
Autres immobilisations corporelles	2 626	194		75	2 745
Immobilisations en-cours	19	133			152
Sous-total	6 406	338		95	6 649
Immobilisations financières :					
Autres titres immobilisés	2				2
Prêts	1				1
Autres immobilisations financières	13				13
Sous-total	16				16
Total général	7 994	348	0	95	8 247

— Ventilation des immobilisations corporelles :

– Par zone géographique :

(K€)	30/06/05	31/12/04
France	5 991	5 752
Etranger	658	654

– Par secteur d'activité :

(K€)	30/06/05	31/12/04
Bâtiment	6 649	6 406

3.3. – Etat des amortissements et des provisions pour dépréciation :

	31/12/04	Augmentations	Virement poste à poste	Diminutions	30/06/05
Ecart d'acquisition	699				699
Immobilisations incorporelles :					
Frais établissement et recherche					
Concessions brevets licences	804	45			849
Autres immobilisations incorporelles	19				19
Sous-total	823	45			868
Immobilisations corporelle :					
Terrains	1				1
Constructions	2 035	46		2	2 079
Matériels et outillages	989	80		17	1 052
Autres immobilisations corporelles	1 683	224		67	1 840
Sous-total	4 708	350		86	4 972
Immobilisations financières :					
Autres titres immobilisés					
Sous-total	0			0	
Total général	6 230	395		86	6 539

3.4. – Stocks et en-cours. — Les stocks de matières premières et de marchandises sont évalués au prix de revient selon la méthode Fifo. Des provisions sont constituées lorsque leur coût est supérieur à la valeur probable de réalisation.

Les valeurs sont les suivantes :

	Valeur nette 31/12/04	Valeur brute 30/06/05	Dépréciation au 30/06/05
Matières premières	2	2	
Marchandises	1 148	1 353	138

3.5. – Clients et comptes rattachés – Autres actifs courants. — Les créances d'exploitation sont inscrites à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Pour les créances en devises dans Macc, aucun écart de conversion n'a été constaté à la date de clôture du fait du contrat de couverture de change existant au 30 juin 2005.

— Ventilation des créances :

	Valeur nette 31/12/04	Valeur brute 30/06/05	Dépréciation au 30/06/05
1) Clients et comptes rattachés	8 422	9 366	574
2) Autres actifs courants :			
Autres créances	358	318	0
Charges constatées d'avance	392	507	0
Total	750	825	0

3.6. – Valeurs mobilières de placement.

L'évaluation au 30 juin 2005 a été faite au prix de revient moyen pondéré et les sorties de valeurs mobilières sont valorisées selon la même méthode.

Des provisions pour dépréciation sont constituées à hauteur des moins values résultant de la comparaison entre le coût d'entrée en portefeuille et leur valeur d'inventaire calculée pour les titres cotés au dernier cours du mois de clôture et pour les titres non cotés de la valeur probable de réalisation.

Le cours boursier au 30 juin 2005 de ces valeurs mobilières de placement, y compris les coupons courus, s'élève à 1 332 K€ pour une valeur nette au bilan de 1 322 K€.

3.7. – Variations des capitaux propres de l'ensemble :

3.7.1. – Part du groupe :

	Capital	Réserves consolidées	Résultat exercice	Autres	Totaux capitaux propres
Situation à la clôture 31 décembre 2003	3 717	– 1 584	2 588	– 21	4 700
Mouvements :					
Affectation du résultat		2 588	– 2 588		
Résultat consolidé de l'exercice (part du groupe)			3 447		3 447
Distributions effectuées par l'entreprise consolidante		– 1 890			– 1 890
Différences de conversion et divers		– 17			– 17
Retraitements IAS/IFRS					
Crédit-bail et location financière		– 2			– 2
Engagements de retraite		– 156			– 156
Frais d'établissements		– 3			– 3
Titres de l'entreprise consolidante					
Réduction de capital					
Situation à la clôture 31 décembre 2004	3 717	– 1 064	3 447	– 21	6 079
Mouvements :					
Affectation du résultat		3 447	– 3 447		
Résultat consolidé de la période (part du groupe)			2 129		2 129
Distributions effectuées par l'entreprise consolidante		– 925			– 925
Différence de conversion et divers		8			8
Titres de l'entreprise consolidante					
Situation à la clôture 30 juin 2005	3 717	1 466	2 129	– 21	7 291

3.7.2. – Intérêts minoritaires :

Situation à la clôture 31 décembre 2003	30
Résultat 2004	– 4
Distribution de dividendes	0
Situation à la clôture 31 décembre 2004	26
Résultat 30 juin 2005	– 2
Distribution de dividendes	0
Situation à la clôture 30 juin 2005	24

3.8. – Etats de réconciliation :

3.8.1. – Etats de réconciliation des capitaux propres (En milliers d'euros) :

— Au 1er janvier 2004 :

Capitaux propres selon référentiel antérieur 1er janvier 2004	4 700
Sous-total	4 700
Effet fiscal	
Total des retraitements	0
Capitaux propres selon IFRS 1er janvier 2004	4 700

— Au 30 juin 2004 :

Capitaux propres selon référentiel antérieur	5518
Retraitement crédit-bail et location financière	– 3
Enregistrement des engagements de retraite	– 338
Retraitement des frais d'établissements	– 3
Provisions immobilisations incorporelles (marques)	– 20
Sous-total	– 364
Effet fiscal	+ 119
Total des retraitements	– 245
Capitaux propres selon IFRS	5 273

— Au 31 décembre 2004 :

Capitaux propres selon référentiel antérieur	6 152
Retraitement crédit-bail et location financière	– 13
Enregistrement des engagements de retraite	– 24
Retraitement des frais d'établissements	– 3
Provisions immobilisations incorporelles (marques)	– 20
Sous-total	– 60
Effet fiscal	+13
Total des retraitements	– 47
Capitaux propres selon IFRS	6 105

3.8.2. – Etat de réconciliation du résultat (En milliers d'euros) :
— Au 30 juin 2004 :

Résultat selon référentiel antérieur	1 854
Retraitement crédit-bail et location financière	
Enregistrement des engagements de retraite	– 98
Retraitement des frais d'établissements	
Provisions immobilisations incorporelles (marques)	– 20
Sous-total	– 119
Effet fiscal	+34
Total des retraitements	– 84
Résultat selon IFRS	1 770

— Au 31 décembre 2004 :

Résultat selon référentiel antérieur	3 329
Retraitement crédit-bail et location financière	– 10
Enregistrement des engagements de retraite	216
Retraitement des frais d'établissements	
Provisions immobilisations incorporelles (marques)	– 20
Sous-total	186
Effet fiscal	– 72
Total des retraitements	114
Résultat selon IFRS	3 443

3.9. – Emprunts et dettes financières divers :

	Au 31/12/04	Au 30/06/05
Crédit-bail et location financement	660	644
A moins d'un an	307	294
A plus d'un an	353	350

3.10. – Passifs d'impôts non courants :

	Au 31/12/04	Augmentations	Diminutions	Au 30/06/05
Provision pour impôts différés	49	4		53
Total	49	4		53

3.11. – Provisions :

	Au 31/12/04	Augmentations	Diminutions	Au 30/06/05
Provision pour risques	188	12	10	190
Provision pour charges	33	94	1	126
Total	221	106	11	316

Les provisions pour risques et charges correspondent à des provisions pour litiges et aux engagements de Macc et Macc Italie vis à vis de ses salariés.

3.12. – Impôts :

— Impôts différés : Les impôts différés, déterminés selon la méthode du report variable, résultent des différences temporaires entre le résultat fiscal et le résultat comptable, ainsi que des retraitements de consolidation, étant précisé qu'il n'est pas tenu compte des résultats de filiales déficitaires.

Les impôts différés actif sont inclus dans la rubrique « Actifs d'impôts non courants » à l'actif et les impôts différés passif dans la rubrique « Passifs d'impôts non courants » au passif.

– Ventilation des impôts :

	Au 31/12/04	Au 30/06/05
Bilan actif :		
Impôt différé (différences temporaires)	327	335
Bilan passif :		
Impôt différé (différences temporaires)	50	53
Compte de résultat :		
Impôt différé	15	– 4
Impôt exigible	1 890	1 215

Le signe négatif correspond à un boni d'impôt différé.

3.13. – Fournisseurs et autres passifs courants :

	31/12/04	30/06/05
Dettes à moins d'un an	10 430	9 772
Dettes comprises entre 1 et 5 ans	0	0
Dettes à plus de 5 ans	0	0
	10 430	9 772
Garanties par hypothèques	0	0
Garanties par nantissements	0	0

3.14. – Engagements hors bilan :
— Donnés :

	31/12/04	30/06/05
Avals cautions	0	0

Nantissement de compte d'instruments financiers à hauteur de 2 850 000 € ouvert au nom de la société SAS D'Ozon dans la société Macc.

— Reçus :

	31/12/04	30/06/05
Reçus	Néant	Néant

4. – Notes sur les comptes de résultat.

4.1. – Ventilation du chiffre d'affaires consolidé :

		Total	France	Etranger
Ventes marchandises bâtiment	Exercice 2004 (12 mois)	45 872	34 197	11 675
	Premier semestre 2005 (6 mois)	24 934	18 673	6 261
Ventes prestations de services	Exercice 2004 (12 mois)	69	67	2
	Premier semestre 2005 (6 mois)	30	27	3

4.2. – Résultat opérationnel courant :

	31/12/04	30/06/05
France	4 980	3 003
Etranger	350	336
	5 330	3 339

4.3. – Autres produits et charges opérationnelles :

	31/12/04	30/06/05
Produits exceptionnels et charges exceptionnelles divers (en net)	– 79	
Plus et moins-values sur opérations en capital (en net)	– 8 440	+14
Reprise sur provisions et dotations pour risques et charges (en net)	+8 547	
Résultat exceptionnel	+28	+14
Impôt sur les sociétés correspondant	– 10	– 5

La part des minoritaires dans le résultat exceptionnel n'est pas significative.

4.4. – Coût de l'endettement :

	31/12/04	30/06/05
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie :		
Produits des autres valeurs mobilières et autres créances de l'actif immobilisé	7	
Produits nets sur cessions VMP	18	17
	25	17
Coût de l'endettement financier brut :		
Intérêts et charges	52	31
Coût de l'endettement financier net	– 27	– 14

4.5. – Impôts sur les bénéfices. — L'impôt se ventile comme suit :

	31/12/04	30/06/05
Impôt exigible	1 890	1 215
Imposition différée	15	– 4
	1 905	1 211

5. – Autres informations.

5.1. – Rémunération des dirigeants. — La rémunération des dirigeants n'est pas fournie car cela conduirait indirectement a communiquer une rémunération individuelle.

Il n'y a pas d'engagement en matière de pensions et indemnités dont bénéficient les dirigeants.

5.2. – Engagement de retraite :

— Macc :

L'estimation au 30 juin 2005 des droits qui seraient versés pour l'ensemble du personnel, charges sociales incluses, au moment du départ à la retraite, s'élève à 709 K€. Les droits acquis sont estimés salarié par salarié.

La société a souscrit à ce titre un contrat auprès d'une compagnie d'assurance. Le montant au 30 juin 2005 restant à utiliser s'élève à 647 K€.

Pour rappel, l'estimation au 31 décembre 2004 était de 680 K€.

La société avait souscrit à ce titre un contrat auprès d'une compagnie d'assurance. Le montant au 31 décembre 2004 restant à utiliser s'élevait à 655 K€.

— Macc Italie : Les engagements envers le personnel sont provisionnés pour 63 K€.

5.3. – Faits caractéristiques. — La société Macc a fait I'objet d'un contrôle fiscal portant sur les années 2000, 2001 et 2002, qui est toujours en cours à la clôture de l'exercice.

5.4. – Instruments financiers. — Au cours de cet exercice la société a conclu une opération de change terme au jour le jour pour des ventes en livres sterling.

La société n'a pas appliqué une comptabilité de couverture car toutes les conditions d'utilisation de cette comptabilité ne sont pas remplies par l'entreprise afin d'en démontrer l'efficacité.

5.5. – Effectif moyen. — L'effectif employé se décompose comme suit :

	31/12/04	30/06/05
Cadres	28	29
Agents de maîtrise	73	76
Employés et ouvriers	62	63
	163	168

VII. — Rapport d'activité.

Périmètre de consolidation.

Aucun changement de périmètre n'est constaté.

Sur le premier semestre, le périmètre de consolidation est le suivant : Macc, Macc Italia (90 %), Macc Allemagne (97 %), Macc Espagne (100 %), Macc UK (100 %) et Macc Benelux (99,99 %).

Les chiffres ci-dessous tiennent compte du retraitement aux normes IFRS des comptes au 30 juin 2004.

Activité.

L'activité est totalement exercée sur le marché du bâtiment.

Le chiffre d'affaires consolidé ressort à 25,0 M€ en hausse de 4,68 % par rapport au premier semestre 2004.

Sur le marché français, nous enregistrons une hausse du chiffre d'affaires à fin juin de 4,22 % par rapport à l'année précédente. Compte tenu de la sortie du nouveau produit « Dalmac », règle facilitant le tirage des dalles de béton, l'activité de ce premier semestre peut être qualifiée de stable.

Notre extension européenne s'infléchit également avec une hausse de 6,05 % provenant de l'Espagne (+17,1 %) et de I'Italie (+9,23 %). Des modifications de mode de rémunération des commerciaux et d'organisation ont été nécessaires pour stopper une tendance défavorable sur le Benelux (– 1,7 %) et sur l'Angleterre (– 27,57 %).

Le chiffre à l'international représente maintenant 25,09 % du total consolidé.

Pour le troisième trimestre l'activité est en légère baisse de 2,76 % sur l'année précédente, soit une hausse cumulée de 2,65 % depuis le début de l'année.

En conséquence, nous prévoyons une faible augmentation du chiffre d'affaires consolidé en 2005.

Résultat.

La marge commerciale est en hausse de 1,12 points à 65,73 % grâce à l'apport des nouveaux produits.

Le résultat opérationnel courant (3 339 K€ pour 2 738 K€ en 2004) est en progression de 21,96 % et s'élève à 13,38 % du chiffre d'affaires. Le coût de l'endettement financier net s'élève à – 14 K€ contre – 13 K€ en 2004. Le résultat exceptionnel est de 15 K€ contre 58 K€ en 2004.

Le résultat groupe est en hausse passant de 1 770 K€ en 2004 à 2 129 K€, soit 8,54 % du chiffre d'affaires.

VII. — Rapport des commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés.

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

— l'examen limité du tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés de la société Macc, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

— la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Dans la perspective du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005, les comptes semestriels consolidés ont été préparés pour la première fois en appliquant les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne, sous la forme de comptes intermédiaires tels que définis dans le règlement général de l'AMF. Ils comprennent à titre comparatif des données relatives à l'exercice 2004 et au premier semestre 2004 retraitées selon les mêmes règles.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes intermédiaires consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés au regard d'une part, des règles de présentation et d'information applicables en France et, d'autre part, des principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne tels que décrits dans les notes annexes.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note A de l'annexe qui expose les raisons pour lesquelles l'information comparative qui sera présentée dans les comptes consolidés du 31 décembre 2005 et dans les comptes consolidés au 30 juin 2006 pourrait être différente des comptes joints au présent rapport.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Châtellerault et Tours, le 17 octobre 2005.

Les commissaires aux comptes :

MICHEL COMTE ; Deloitte & Associés : OLIVIER ROZES.

98796